



Conditionner les Américains à la guerre contre la Russie

Par [Ray McGovern](#)

Mondialisation.ca, 16 septembre 2024

[Consortium News](#) 4 septembre 2024

Région : [États-Unis](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Alors que les tambours battent de plus en plus fort au sujet des menaces présumées venant de Russie, l'administration Biden a aujourd'hui insufflé une nouvelle vie à l'opération de désinformation démythifiée et déshonorée du Russiagate.

Le Russiagate semble être une arme trop efficace pour que les Démocrates puissent y renoncer. Sa première apparition, en 2016, a dangereusement accru les tensions avec la Russie, pays doté de l'arme nucléaire. Mais avec la crise qui s'aggrave aujourd'hui en Ukraine, une répétition du Russiagate élève de manière imprudente le danger à des niveaux insensés.

Voici ce que le *New York Times* [rapportait aujourd'hui](#) :

« Les États-Unis ont annoncé mercredi un vaste effort pour repousser les campagnes d'influence russes lors des élections de 2024, alors qu'ils tentent de freiner l'utilisation par le Kremlin des médias d'État et des sites de fausses nouvelles pour influencer les électeurs américains.

Ces mesures comprennent des sanctions, des inculpations et la saisie de domaines Web que les responsables américains accusent le Kremlin d'utiliser pour diffuser de la propagande et de la désinformation sur l'Ukraine, que la Russie a envahie il y a plus de deux ans.

Le procureur général Merrick B. Garland a détaillé les mesures prises par le ministère de la Justice. Elles comprennent l'inculpation de deux employés russes de RT, la chaîne publique de télévision, qui ont utilisé une société du Tennessee pour diffuser du contenu, et le démantèlement d'une campagne d'influence malveillante russe connue sous le nom de Doppelgänger.

« Le peuple américain a le droit de savoir quand une puissance étrangère s'engage dans des activités politiques ou cherche à influencer le discours public », a déclaré M. Garland. ...

Le Département d'État a offert une récompense de 10 millions de dollars pour toute information relative à une ingérence étrangère dans une élection américaine.

Garland a témoigné : « *L'objectif dans ce cas est d'influencer le résultat souhaité de l'élection présidentielle. ... le directeur du renseignement national a témoigné que les*

préférences de la Russie n'ont pas changé par rapport à l'élection précédente. »

Une alerte de CNN a fait ressortir des mythes totalement réfutés « *L'activité de la Russie en 2016, qui comprenait le piratage du Comité national démocrate et la fuite de documents visant à saper la campagne présidentielle d'Hillary Clinton. »*

Le mensonge qui ne veut pas mourir

La plupart des Américains (mais pas les lecteurs attentifs de Consortium News) [*ni les lecteurs du Saker Francophone, NdT*] croiront ces balivernes recyclées provenant de hauts responsables du ministère de la Justice et du FBI, dont les prédécesseurs ont promu le même stratagème.

Comme nous l'avons souligné il y a quatre semaines dans « [Décadence, décrépitude et tromperie dans le journalisme](#) », grâce aux médias de l'establishment, le Russiagate continue de survivre "comme un monstre de science-fiction résistant aux balles". Et ce, même si l'enquête de Robert Mueller, qui a coûté 32 millions de dollars, n'a révélé aucune conspiration entre la Russie et la campagne de Trump - un élément essentiel de l'affaire du Russiagate.

L'autre élément principal, à savoir que la Russie aurait piraté les ordinateurs du Comité national démocrate, a également été démystifié, comme nous y reviendrons sous peu.

Les actions du gouvernement aujourd'hui ont été précédées par de nouvelles inepties sur le Russiagate [samedi dernier de la part d'un récidiviste](#), Michael Isikoff. Cette fois-ci, c'est le Russiagate qui est consécutif des bêtises qui aident à préparer le terrain pour la guerre.

En 2017, Isikoff écrivait (avec David Corn) « *Roulette russe : l'histoire intérieure de la guerre de Poutine contre l'Amérique et de l'élection de Donald Trump — Comment la démocratie américaine a été piratée par Moscou pour aider Trump* » (Amazon) ; un « *récit très complet et captivant* » selon le *New York Times*.

C'était surtout, comme disent les Britanniques, un ramassis de conneries. En fait, un an après la sortie de ce livre « *captivant* », Isikoff a dû admettre publiquement que le « *Dossier Steele* » était « *probablement faux* ». Il l'a avoué [lors d'une interview le 15 décembre 2018](#) (avec un admirateur sans méfiance — et quelque peu choqué).

Le moment de la confession d'Isikoff

Je me suis demandé pourquoi Isikoff avait volontairement fait ses aveux à l'époque (je pensais que c'était prématuré). Peut-être y a-t-il un indice dans ce qui suit :

Le 5 décembre 2017, la commission du renseignement de la Chambre des représentants a tenu une réunion à huis clos avec [le témoignage sous serment](#) de Shawn Henry, un haut responsable de la société de cybersécurité CrowdStrike embauché par le FBI pour effectuer des analyses sur les ordinateurs du Comité national démocrate.

Henry a témoigné, nous ne l'avons découvert que des années plus tard, qu'il n'y avait aucune preuve technique que ces courriels du DNC, qui étaient si embarrassants pour Mme Clinton lorsqu'ils ont été publiés par Wikileaks, avait été piraté, par la Russie ou par quelqu'un d'autre.

Quelqu'un au courant de ce témoignage a-t-il prévenu Isikoff, afin qu'il puisse organiser une « *rencontre limitée et modifiée* » préventive seulement 10 jours plus tard ?

Attendez ! Vous non plus n'étiez pas au courant du témoignage sous serment d'Henry ? Voici pourquoi. Adam Schiff, alors président de la commission du renseignement de la Chambre des représentants, et les médias de l'establishment ont réussi à cacher ce témoignage à presque tout le monde pendant près de sept ans.

Mais les indignités continuent. L'analyste de la CIA qui a rédigé la première version du « *Intelligence Community Assessment* » du 6 janvier 2017, qui a été largement utilisé pour « *prouver* » le piratage russe du DNC et d'autres offensives, se vante du rôle qu'il a joué.

Désormais à la retraite, Michael van Landingham a raconté son histoire à *Rolling Stone*. Nous l'avons disséqué [dans notre dernier article](#).

L'impénitent Isikoff, il y a quelques mois à peine, dans le livre de Jeff Stein *Discussion d'espionnage* [avait affirmé le fait](#) (maintenant complètement discrédité) que c'est la Russie qui avait piraté les e-mails du DNC.

Pour rappel : ces emails montraient qu'en raison des machinations du DNC et du bureau de campagne de Clinton, Bernie Sanders avait autant de chances de devenir le candidat du Parti démocrate en 2016 que la proverbiale boule de neige d'atteindre l'enfer.

Le vampire

Le « *piratage du DNC par la Russie* » est comme un vampire, personne ne peut y enfoncer un pieu en bois dans le cœur et l'y maintenir. Le président Barack Obama lui-même savait que c'était une supercherie, mais il a expulsé 35 diplomates russes pour ce soi-disant piratage informatique et autres ingérences présumées dans l'élection de 2016.

Est-ce le dernier remake d'Isikoff dans *Discussion d'espionnage* est un signe avant-coureur d'un lavage de cerveau russophobe alors que le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan et le secrétaire d'État Antony Blinken préparent une réponse à la domination russe en Ukraine ?

Dans son article, Isikoff colporte le fantasme dangereux selon lequel la Russie menace l'Europe au-delà de l'Ukraine, alors même qu'il affirme que la Russie ne peut pas sortir vainqueur de « *l'impasse* » ukrainienne. Isikoff le fait au cours d'une interview avec John Sullivan, un ancien envoyé américain à Moscou, qui vient de publier un nouveau livre sur son séjour dans la capitale russe.

Il dit :

« Tout cela est une question d'agression russe », a poursuivi Sullivan. « Il se trouve que c'est l'Ukraine qui est visée, c'est pourquoi la pointe de la lance est plantée dans l'Ukraine, mais ça ne s'arrêtera pas là. Et j'établis des analogies, de nombreuses analogies dans le livre, avec la Seconde Guerre mondiale et le début de la guerre dans les années 1930 et à la fin des années 30. »

Kellyanne Conway, porte-parole de l'ancien président Donald Trump, a inventé l'expression « *faits alternatifs* ». Avec des personnalités comme Isikoff et van Landingham de retour au

pouvoir, et des médias comme *Parler d'espionnage* et *Rolling Stone* disposés à les promouvoir, attendez-vous à autant de « *faits alternatifs* » que de gouttes pendant une pluie d'été.

Ce qu'il faut garder à l'esprit, c'est que les « *faits alternatifs* » concernant la Russie sont devenus bien plus dangereux, étant donné la tension extrêmement élevée entre Washington et Moscou.

Ray McGovern

Article original en anglais : [Conditioning Americans for War With Russia](#), Consortium News, le 4 septembre 2024.

Traduit par Wayan, relu par Hervé, pour [le Saker Francophone](#).

La source originale de cet article est [Consortium News](#)
Copyright © [Ray McGovern](#), [Consortium News](#), 2024

Articles Par : **[Ray McGovern](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca